

Bien que bon nombre de fermes se soient transformées en exploitations modernes bien rentables, nombreuses sont celles qui n'ont pas suivi cette évolution. Dans ces fermes traditionnelles, les recettes provenant de la production agricole sont peu élevées et les exploitants doivent souvent chercher un emploi à temps partiel hors de la ferme. Même dans les fermes qui se sont transformées soit par l'accroissement de la superficie, soit par l'augmentation des investissements, il existe un grand écart au chapitre du revenu entre les grandes exploitations agricoles et les moins grandes. La productivité accrue de l'ensemble du groupe ne compense guère les frais plus élevés de l'agriculture moderne. Règle générale, les prix de vente des produits agricoles n'ont augmenté qu'à un rythme beaucoup plus lent que le coût des biens et services que doit acheter le cultivateur. Ce dernier est donc tenu d'accroître la rentabilité de son exploitation tout en exerçant la plus forte influence possible pour améliorer ses recettes.

Des groupements de cultivateurs s'intéressent, à un degré remarquable, à la commercialisation et au traitement des produits agricoles, par l'entremise des coopératives ou des commissions de vente. Soutenus sur le plan législatif, plusieurs des offices de producteurs ont été organisés dans le but de stabiliser les prix de certains produits. L'aide directe des gouvernements prend la forme de lois sur la stabilisation des prix, l'assurance-récolte et le crédit agricole. Ainsi, le rôle des gouvernements et des sociétés régies par les cultivateurs dans la mise en marché prend-il de l'ampleur d'année en année. Par contre, l'industrie privée occupe une place importante (et continuera probablement de l'occuper) dans le domaine du traitement et de la vente. Des déplacements d'ordre géographique au chapitre de la production ont nécessité la construction de nouvelles usines, surtout des abattoirs, et, au cours des dernières années, un certain nombre de nouvelles fabriques destinées au traitement des fruits et légumes ont surgi. Les progrès que connaît l'agriculture ont également donné lieu à une demande accrue pour les biens et services d'origine industrielle (machines, électricité, engrais, antibiotiques, pesticides, etc.).

Bien que les améliorations récentes apportées aux méthodes d'exploitation ont certes contribué à la forte hausse de productivité agricole (et continueront de le faire) il faut se rappeler que les conditions météorologiques constituent toujours un facteur décisif. Elles peuvent susciter de grandes variations d'une année à l'autre au tableau général de l'agriculture ou dans une région particulière ou encore en ce qui concerne certaines cultures. En 1966, le temps était particulièrement favorable, de sorte que l'indice de la production des grandes cultures (1949 = 100) s'élevait à 204.1, soit le plus haut niveau jamais atteint. En 1967, par contre, les cultures ont souffert du manque de pluie, ce qui a entraîné une diminution de 10 à 15 p. 100 de la production agricole globale.

Faits marquants de l'agriculture en 1966 et 1967

L'année 1966 a été impressionnante pour l'agriculture. Du point de vue ventes, la forte demande extérieure de blé canadien a encouragé les cultivateurs à ensemencer une superficie sans précédent et, grâce aux conditions excellentes, ils en ont produit \$27 millions de boisseaux, soit la récolte la plus abondante jamais obtenue au Canada. Les recettes monétaires des cultivateurs ont également marqué un niveau exceptionnel, ayant dépassé pour la première fois le chiffre de 4 milliards de dollars. Du point de vue législatif, la création de la Commission canadienne du lait et les modifications apportées à la loi sur l'assurance-récolte ont été des événements importants dans l'histoire de l'agriculture.

On a accordé beaucoup d'attention à l'industrie laitière au cours de l'année. En mars, une nouvelle politique laitière fédérale a été énoncée, visant à relever le revenu du producteur, à stabiliser l'industrie et à protéger le consommateur contre des hausses exagérées des prix. Elle prévoyait pour les cultivateurs un prix moyen de \$4 les cent livres pour le lait de transformation à la fabrique comparativement à \$3.50 l'année précédente. Plus tard dans l'année, le prix de vente du beurre a été augmenté de 2c. et le prix moyen du lait de transformation a atteint \$4.08.

En mars également, on a informé les éleveurs de moutons du Canada qu'un paiement d'appoint de 16.3c. la livre serait versé pour la laine; 24,000 d'entre eux ont reçu du Trésor